

ÉLECTRICITÉ *Les hausses de tarifs sont insupportables en pleine crise. Les entreprises appellent le Conseil fédéral à agir. Nestlé en tête, qui voit ses tarifs augmenter de 30%. Ça urge.*

Les industriels montent au créneau

OLIVIER BRODARD

Un échec, une mascarade, une non-libéralisation! Les mots ne sont pas assez durs pour qualifier l'ouverture du marché de l'électricité, et son corollaire, des hausses de tarifs qui varient dans une fourchette de 10 à 70%. Raison pour laquelle les industriels ont décidé d'agir. Hier, lors d'une conférence de presse à Berne, une centaine de grandes entreprises du pays ont instamment prié le Conseil fédéral de prendre le taureau par les cornes. Et vite.

Le mécanisme d'ouverture du marché de l'électricité, prévue pour le 1^{er} janvier, aura des conséquences extrêmement dommageables – et même très graves dans le contexte actuel de crise – pour les consommateurs et les milieux économiques. En leur nom, SwissElectricity, une société de conseil en énergie indépendante représentant les intérêts d'une centaine d'entreprises, prie le Conseil fédéral de modifier les textes en vigueur.

«Un fait accompli»

Les bénéfices cumulés de la branche électrique s'élevaient en 2007 à 3 milliards de francs, souligne Claude Cornaz, directeur de SwissElectricity. En parallèle, une augmentation de 15% à 70% des prix est annoncée. C'est inacceptable et même dangereux en ces temps de crise. La société SwissElectricity, craint que la compétitivité de ses membres – surtout actifs dans l'industrie et les services – soit affectée par la hausse de leur budget d'électricité.

Ainsi, Nestlé Suisse verra sa facture d'électricité

grimper de 30% en janvier, déplore son directeur général Roland Decorvet. Le tout sans aucune prestation supplémentaire. Les ménages et les gros consommateurs sont mis devant un fait accompli et voient les prix exploser sans recevoir de nouvelles prestations en retour. C'est «un non-sens», dénonce le patron du géant alimentaire.

10 mesures à appliquer

«Nous demandons au Conseil fédéral d'agir très vite pour remédier à cette situation», insiste M. Decorvet. SwissElectricity propose dix mesures à mettre en œuvre rapidement. Le but est notamment de supprimer les obstacles à une libéralisation efficace et d'harmoniser le marché suisse avec les règles européennes.

Les délais en vigueur pour changer de fournisseur doivent être modifiés, demande SwissElectricity. Et le principe du non-retour au fournisseur initial, trop dissuasif, doit être supprimé. Quant à l'acheminement du courant, il doit obéir à des règles strictes et transparentes. Les taxes d'acheminement sont calculées par les fournisseurs eux-mêmes, rappelle M. Cornaz. Ce qui fait qu'en Suisse, elles sont deux fois plus élevées qu'en Europe. Alors même que les consommateurs finaux ont déjà largement financé le réseau.

Un renforcement des instances de régulation est aussi exigé, tout comme des sanctions financières pour les tarifs injustifiés. Enfin, de nouveaux acteurs doivent pouvoir accéder au marché suisse, afin que la concurrence fonctionne. AVEC ATS

PERSONNE N'EN PROFITE

«Vous verrez, il n'y aura quasiment aucune industrie ou grand consommateur qui demandera à entrer sur le marché dérégulé de l'électricité. Et les rares kamikazes qui le feront pourront s'en mordre les doigts», prévenait dans nos colonnes à la mi-septembre Jean-Baptiste Henry de Diesbach. Depuis, les faits ont donné intégralement raison à cet

ingénieur et directeur du bureau de consultant HCSA à Bourguillon, société spécialisée dans l'ouverture du marché électrique, rachetée cette année par Romande Energie. En effet, les entreprises qui consomment plus de 100 000 kilowattheures par an avaient jusqu'à la fin octobre pour dénoncer les contrats avec leur fournisseur de courant habituel.

Mais seules 100 à 200 d'entre elles semblent l'avoir fait. Cela représente moins de 1% des quelque 50 000 entreprises concernées, révélait au début du mois une enquête de Dynamo Energie, société de conseils pour les distributeurs de courant. C'est donc la preuve que l'ouverture du marché électrique ne s'est pas faite. OLB

TROIS QUESTIONS À...

Claude Cornaz, directeur de SwissElectricity

> Avec sa société de conseil en énergie, à Genève, Claude Cornaz représente les intérêts d'une centaine d'entreprises. Si l'union fait la force, ce n'est pas le cas sur le marché de l'électricité.



1. Avez-vous obtenu de meilleurs tarifs pour les sociétés que vous avez regroupées?

Avec notre centaine d'entreprises, nous représentons un profil de consommation d'environ 800 millions de kWh par année. C'est-à-dire le troisième plus gros consommateur après Migros et Coop (soit 2% de la consommation en Suisse). Malgré cela, en lançant un appel d'offres pour des tarifs plus avantageux, nous n'avons eu que des propositions 60 à 70% au-dessus des tarifs déjà augmentés prévus pour 2009. Normalement, quand on amène du volume supplémentaire, cela devrait permettre d'obtenir de meilleures conditions. Là, c'est juste le contraire!

2. Mais les distributeurs d'électricité rétorquent qu'il y a une pénurie...

Cet argument est fallacieux. On prévoit une pénurie à l'horizon 2020. Pour le moment, la balance commerciale est positive pour la Suisse. Le bénéfice en 2007 était de 1,3 milliard de francs. Cela signifie que la branche fait du bénéfice sur le dos du consommateur final. Car si les fournisseurs importent beaucoup aux heures creuses, ils exportent aussi en grande quantité et quand cela rapporte le plus. Donc plus les distributeurs s'approvisionneront à l'étranger, plus leur bénéfice augmentera. Car globalement sur l'année, il n'y a pas besoin d'aller acheter de l'énergie chère en Europe. La Suisse produit de quoi fournir 1,5 fois sa consommation propre! Cela prouve que la branche fait du bénéfice par le jeu de ces échanges et participations. Bref, nous voulons que le consommateur final soit écouté, et pas seulement les électriciens. Ces très fortes hausses de tarifs ont de graves conséquences sur les entreprises et menacent parfois leur rentabilité, donc les emplois. C'est un comble de voir des entreprises parmi les plus rentables du pays, comme Romande Energie – 10^e société suisse la plus rentable, selon la revue «Market» – mettre à genoux des sociétés suisses.

3. La libéralisation est donc un échec?

Notre procédure a révélé que le marché ne fonctionne pas. Cela ne signifie pas que cela ne peut pas marcher. Nous ne pensons pas qu'il est trop tard pour agir. Nous faisons des propositions très concrètes dans ce sens. Quand on voit qu'on peut débloquer 6 milliards en un temps record. Nous ne demandons pas la charité mais de corriger le cadre légal. Ce qu'il faut faire, nous l'avons défini dans ces propositions. Aux Chambres fédérales désormais de jouer. Elles se pencheront sur la question les 9 et 16 décembre prochains.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLB



En Suisse, les taxes d'acheminement du courant sont calculées par les fournisseurs eux-mêmes. Ce qui fait qu'elles sont deux fois plus élevées qu'en Europe. Le parlement y mettra-t-il bon ordre? ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE